

# RHÔNE-ALPES ÉCONOMIE



*"Nous encourageons la collaboration entre chercheurs, médecins et industriels, pour favoriser l'innovation", précise Isabelle Vérilhac, directrice du Pôle des technologies médicales, à Saint-Étienne.*

## Biomédical : un avenir prometteur

**Bien implantée dans le secteur biomédical, la région Rhône-Alpes bénéficie d'atouts incontestables. Tour d'horizon d'une filière aux applications extrêmement diverses.**

**B**iotecnologies, technologies médicales, dispositifs de soins... tous les organismes ne parlent pas forcément le même langage lorsqu'ils évoquent le secteur biomédical. Rappelons que les biotechnologies regroupent, selon une définition proposée par le ministère de la Recherche et de l'Industrie, "l'ensemble des techniques issues

principalement des sciences de la vie et qui utilisent des organismes vivants ou leurs composants cellulaires pour produire des biens et des services pour la recherche et l'industrie. Il convient de préciser que 80 % des sociétés de biotechnologie se positionnent aujourd'hui dans le domaine de la santé."

Selon les mêmes sources, "le secteur ●●●

●●● biomédical, entendu au sens large, représente l'ensemble des produits impliqués dans la gestion des soins ; il regroupe tout le matériel utilisé chez l'homme à des fins de diagnostic, de prévention, de contrôle, de traitement ou d'atténuation d'une maladie, d'une blessure ou d'un handicap". Par opposition à la biotechnologie "blanche", appliquée à l'industrie et à la chimie, et à la biotechnologie "verte", pour l'agriculture, la biotechnologie "rouge" intéresse directement la santé (molécules-médicaments, procédés et outils de diagnostic ou de traitement). Celle-ci est d'ailleurs en progression. Selon le Conseil régional, en Rhône-Alpes, 55 % de l'activité biotechnologique concernerait la santé.

### Le marché du biomédical

Il est impossible d'établir avec précision un état des lieux chiffré du marché du biomédical, d'autant que les critères et les définitions ne sont pas les mêmes d'un organisme à l'autre. La filière représente toutefois un poids économique non négligeable. Ainsi, selon le Syndicat national de l'industrie des technologies médicales (Snitem), le marché est estimé à 9 Mds€. Les dispositifs médicaux représenteraient près de 5 Mds€ de ce montant total, le dispositif médical étant défini, selon le code de la santé publique, comme "tout instrument, appareil, équipement, matière, produit, à l'exception des produits d'origine humaine, ou autre article utilisé seul ou en association, y compris les accessoires et logiciels intervenant dans son fonctionnement, destiné par le fabricant à être utilisé chez l'homme à des fins médicales (...)."

Si la région se situe en "deuxième position sur le secteur dans son ensemble", elle détient "la première place pour les technologies médicales, en nombre d'entreprises", affirme Odile Whitechurch, directrice de l'Agence Rhône-Alpes des technologies médicales et biotechnologies (Arteb). Selon l'Agence, la région compte plus de 300 entreprises dans le domaine des technologies et plus de 100 entreprises de service, dont des microstructures constituées d'un ou deux consultants. On ne dispose pas de données pour chaque territoire mais on sait, par exemple, que, selon les données du Pôle des technologies médicales, dans la Loire, la

### ISÈRE

## Phusis, précurseur des ligaments biorésorbables

Issue d'un transfert de technologie du CNRS, Phusis a été fondée en 1984. "Il s'agissait de valoriser le savoir-faire de ces chercheurs qui avaient mis au point un matériau biorésorbable pour la réparation des fractures, rappelle la directrice, Jacqueline Huet. Les premiers implants ont été posés dans les années 1990. À l'époque, nous étions les seuls à proposer cette technique et nous sommes reconnus comme le précurseur et le leader dans ce domaine de la chirurgie orthopédique". Basée à Saint-Ismier (Isère), Phusis compte aujourd'hui 25 salariés et se positionne principalement sur le marché des dispositifs biorésorbables pour la chirurgie ligamentaire du genou. Cette activité représente 80 % du chiffre d'affaires. "Depuis plusieurs années, nous développons de nouveaux axes de recherche, comme certaines applications pour la chirurgie de l'épaule et surtout la chirurgie de la colonne vertébrale, domaine où, là encore, nous faisons figure de précurseurs", poursuit Jacqueline Huet. Après plus de 20 ans d'existence et de recul clinique, Phusis n'en continue pas moins d'innover et développe maintenant des partenariats avec des sociétés présentes dans d'autres domaines chirurgicaux. ■

filière regroupe une soixantaine d'entreprises réalisant 305 M€ de chiffre d'affaires et employant quelque 2 000 salariés. Pour l'agglomération grenobloise, l'Adebag annonce 7 000 salariés et 1 500 chercheurs dans les sciences de la vie et la santé.

### Un secteur éclectique

Par la taille des entreprises qui la composent comme par la diversité des produits et techniques, l'industrie biomédicale apparaît très hétérogène. Rhône-Alpes en est une parfaite illustration, avec un tissu économique allant des groupes multinationaux aux TPE et couvrant la plupart des secteurs de la filière.

Les technologies elles-mêmes regroupent des activités extrêmement variées, du matériel de radiographie et d'imagerie au textile médical en passant par les seringues, les lunettes ou les prothèses. À Saint-Étienne, le Pôle des technologies médicales, dédié exclusivement à ce secteur, existe depuis 1993. Constitué en système productif local (SPL), il comprend trois départements : le textile de santé, les implants orthopédiques, le matériel et les équipements hospitaliers. "Les implants orthopédiques connaissent un fort développement, remarque Isabelle Vérilhac, directrice du Pôle. Et le vieillissement de la population entraîne un accroissement des besoins en prothèses. Le secteur, composé d'un grand nombre de petites PME-PMI fortement exportatrices et qui travaillent en lien étroit avec les laboratoires de recherche, constitue une source d'innovation importante. Alliant les compétences de chacun, un domaine nouveau

s'est d'ailleurs fait jour : les implants textiles". Au sein du pôle, des commissions de travail sont constituées. Créé en 1998, le Cercle Prothèses regroupe aujourd'hui les principaux acteurs dans le domaine des implants orthopédiques du département de la Loire. Lieu d'échanges et de réflexion, il permet de décupler les moyens et d'engager ainsi des actions collectives.

### Des technologies multiples

Une multitude d'entreprises évoluent sur ce secteur des technologies ou dispositifs médicaux. À Quincié-en-Beaujolais (Rhône), Eurobiopsy a été créée en 2001. Son fondateur, François Arduin,

"Rhône-Alpes détient la première place pour les technologies médicales, en nombre d'entreprises."



SAVOIE

Photo P. Borasci

“Nous avons été précurseurs dans la gestion informatique des soins”, souligne Jean-Marc Babouchkine, PDG de Calystène & Médiane.



Photo P. Barasci

voulait valoriser l'invention d'un ami, Jean Hugueny, qui a imaginé une pince à biopsie à usage unique. La PME, qui compte aujourd'hui 16 salariés, produit 12 à 15 000 pinces par mois. Avec un chiffre d'affaires 2004 de 1,3 M€, elle affiche une progression de 30 % par rapport à 2003. “Le potentiel du marché est considérable, en France comme à l'international”, affirme François Arduin. La société

n'en continue pas moins d'innover. L'an dernier, elle a mis au point un écouvillon pour le nettoyage des endoscopes.

Autre technique en développement : les implants dentaires. En Haute-Savoie, Anthogyr affiche une histoire un peu particulière. Issue de la micromécanique, cette société fabriquait à sa fondation, en 1947, du matériel de chirurgie dentaire. Depuis une dizaine d'années, la PMI de Sallanches (CA 2004 : 14 M€ ; 170 salariés) s'est diversifiée dans les implants dentaires. “Nous en fabriquons auparavant en sous-traitance, explique le président, Claude Anthoine. Désormais, nous concevons notre propre gamme d'implants, ainsi que des produits périphériques”. Le secteur se développe énormément. La technique, relativement récente, fait peu à peu ses preuves. Anthogyr affiche 10 % de croissance chaque année depuis 10 ans. Elle a d'ailleurs prévu de déménager dans un nouveau site en 2006, afin de doubler sa capacité de production.

Sur ce même secteur, à la frontière entre technologie et informatique, s'est créée l'an dernier à Voiron (Isère) la société CADImplant, spécialisée dans la chirurgie des implants dentaires assistée par ordinateur. “Nous apportons une technologie révolutionnaire pour positionner des implants dentaires avec une chirurgie minimalement invasive, grâce à

un logiciel de planification pré-chirurgicale”, explique l'un des dirigeants, Guillaume Champleboux.

#### Les entreprises de service

L'informatique médicale est un secteur très dynamique aux applications multiples : imagerie, assistance chirurgicale, aide à la gestion des soins. Grenoble, grâce à sa longue tradition informatique, apparaît plutôt bien positionnée dans ce domaine, avec des entreprises de poids, telle Praxim, spécialiste de la chirurgie assistée par ordinateur. Fondée en 1992, Calystène, de son côté, a fait figure de précurseur dans la gestion électronique des soins. “À l'époque, il existait quelques expérimentations, mais rien de vraiment industrialisé, se souvient le PDG, Jean-Marc Babouchkine. Nous avons développé un logiciel permettant aux établissements de soins de posséder une meilleure visibilité de leur gestion et de la qualité de prise en charge du patient. Dans un tel établissement, la gestion de l'information est très dense et complexe. Or, une bonne gestion de cette information diminue considérablement les risques thérapeutiques”. Le concept de Calystène repose sur un système d'informations centré sur le malade avec une base de données unique partagée entre les différents maillons de la chaîne médicale (médecins, ●●●

### Phytema soigne au naturel

Souhaitant développer ses propres produits cosmétiques naturels, Émile Orenga a décidé de monter son laboratoire, Phytema, à Ruffieux (Savoie), en 2001. “Nous avons démarré par une lotion capillaire, raconte-t-il. En un an, nous avons développé une dizaine de produits, naturels à 98 %. Nous avons éliminé tous les conservateurs chimiques et les tensioactifs”. Après les soins capillaires, Phytema s'est orientée vers les soins pour le visage et les soins solaires. “Rapidement, nous avons cherché à nous diversifier pour proposer une gamme complète, explique le président. Il faut compter un an entre la recherche et la commercialisation d'une nouvelle référence. Aujourd'hui, nous en comptons 25. Pour la distribution, nous nous appuyons sur les pharmacies, les parapharmacies et les magasins de produits biologiques”. Phytema (CA 2004-2005 : 400 K€ ; cinq salariés) évolue sur un marché de niche, mais Émile Orenga est confiant : “le naturel a un grand avenir !”. Le laboratoire investit par ailleurs énormément à l'export. Des contrats avec la Corée du Sud, le Bahreïn et Dubai ont déjà été signés. Les pays européens devraient suivre. ■

●●● chirurgiens, infirmiers, secrétaires...). Calystène n'a cessé de grandir depuis sa création, rachetant l'an dernier l'entreprise Médiane, spécialisée dans les logiciels médicaux de gestion administrative. "Les deux sociétés, aux activités complémentaires, permettent désormais au groupe Calystène & Médiane de proposer l'offre la plus complète et intégrée du marché", affirme le PDG.

D'autres entreprises rhônalpines évoluent à la marge du secteur biomédical, mais au service des entreprises et laboratoires de recherche. Créée il y a 10 ans, *La Gazette du laboratoire*, à Roanne, est consacrée à l'actualité de la recherche, du contrôle et du développement dans le monde du laboratoire. Ce mensuel traite de domaines aussi variés que la pharmacie, la chimie, l'agroalimentaire ou l'environnement... Outre la présentation des laboratoires et l'état de leur recherche, *La Gazette* fournit des informations pratiques sur les nouveaux produits, les dernières innovations, les formations, les manifestations. Tirée à 7 000 exemplaires, elle est devenue une référence pour les professionnels du laboratoire.

#### Des spécificités territoriales...

Rhône-Alpes bénéficie de certaines spécificités territoriales. De grands noms de l'industrie sont associés à des bassins géographiques. Citons bioMérieux ou Sanofi-Pasteur, pour le secteur de la phar-

macie, de l'infectiologie et des vaccins, à Lyon, ou encore Ganzoni, Gibaud, Thuasne pour le textile médical, à Saint-Étienne.

Historiquement, le textile de santé est l'une des composantes principales de la filière médicale dans la Loire. "Les entreprises ont évolué de la filière textile, avec notamment une grande présence dans le ruban étroit, vers le textile de santé, les bandes médicales, pansements, etc.", analyse Isabelle Vêrilhac, du Pôle des technologies médicales. La Loire apparaît ainsi aujourd'hui comme la première concentration d'entreprises de textile de santé en Europe. "Au départ, nos adhérents provenaient exclusivement du département, reprend Isabelle Vêrilhac. Puis, nous avons accueilli des acteurs de la région, voire d'au-delà. Il existe en France trois ou quatre SPL dans des secteurs proches du nôtre, mais

**"La Loire est emblématique du textile de santé en Europe."**

ils se consacrent plutôt au matériel médical et ressemblent davantage à des clubs d'entreprises. Notre spécificité tient aussi à l'association que nous avons toujours voulu encourager entre chercheurs, médecins et industriels."

Grenoble, de son côté, bénéficie d'"une configuration idéale pour le développement du biomédical car elle dispose d'acteurs dans un grand nombre de secteurs", estime Valérie Ayache, directrice de l'Association pour le développement des biotechnologies dans l'agglomération grenobloise (Adebag). "La pluridisciplinarité est d'ailleurs un atout fort de



VILLEFRANCHE

Photo B. Laurent

la région. En effet, l'agglomération est dotée à la fois d'écoles d'ingénieurs et de laboratoires de recherche en mathématiques, physique, informatique, biologie, chimie, micro et nanotechnologies, qui lui permettent de mener des projets en bio-informatique, génomique et biologie structurale, mais aussi en imagerie, télémédecine, chirurgie assistée par ordinateur."

#### ... aux projets d'excellence

Les caractéristiques territoriales et les



HAUTE-SAVOIE

Photo P. Barasci

### Cerma : une avancée contre le cancer

**M**édecin et physicien, Henri Méhier parvient après plusieurs années de recherche à mettre au point un procédé améliorant la prise en charge du cancer. Sa découverte lui a valu, l'an dernier, le prix de l'innovation lors du concours national des Espoirs de l'économie. C'est en 2002 qu'Henri Méhier crée la SARL Cerma (Centre d'études et de recherche médicale d'Archamps) pour développer son produit : un microtubule implantable, biocompatible, permettant une thérapie localisée et aux effets secondaires limités. Le dispositif trouve son application dans le traitement des tumeurs difficiles à atteindre. "La première commercialisation devrait avoir lieu d'ici deux ans, affirme Henri Méhier. Ce délai s'explique par la longueur du processus médical, qui nécessite des essais cliniques sur l'animal puis sur l'homme ainsi que l'obtention des homologations". Henri Méhier vise par ailleurs d'autres applications du procédé pour les infections osseuses, l'administration d'antalgiques locaux ou les maladies dégénératives du cerveau. Aujourd'hui, Cerma compte trois salariés et trois bénévoles. La société collabore avec des laboratoires de recherche et des centres hospitaliers. ■

## MELC sur la voie du textile implantable

**A**près une expérience dans le textile technique, Éric Marduel crée, en 1992, la société MELC, à Villefranche-sur-Saône. Son activité ? La conception et la fabrication de ligaments artificiels pour la chirurgie, de plaques d'événtration et d'implants urologiques ; un nouveau marché en plein développement. "Je conçois en réalité tout dispositif médical implantable, explique Éric Marduel. Il s'agit d'une fabrication semi-artisanale, en petite série, réalisée en fonction de la demande des chirurgiens. J'amène mes connaissances textiles, mes partenaires leurs expériences médicales. En France, nous sommes cinq ou six à fabriquer ces produits, mais face aux groupes concurrents, ma petite taille me permet une grande réactivité". Éric Marduel devrait en effet recruter prochainement son premier salarié. Il espère également multiplier les collaborations pour élaborer de nouveaux produits. MELC réalise par ailleurs 40 % de son activité à l'export, un taux qui pourrait bien encore progresser. L'entreprise reste en effet libre de fixer ses prix à l'export, ce qui présente pour elle un avantage compétitif certain. ■

structures locales alimentent désormais des pôles géographiquement plus larges, conjuguant savoir-faire des uns et compétences des autres. Les enjeux sont tels qu'il s'agit de créer des alliances et non plus de se faire concurrence. Des pôles de compétences se sont déjà créés et démarrent leur activité, d'autres sont sur le point d'émerger. Labellisé en 2000, Rhône-Alpes Genopole s'appuie sur le partenariat entre Lyon et Grenoble pour intensifier la recherche en génomi-

que. Le projet Nanobio, à Grenoble, initié en 2001 par le CEA et l'université Joseph-Fourier, est, lui, dédié aux micro et nanotechnologies appliquées à la biologie et à la santé. Son objectif consiste à développer de nouveaux outils miniaturisés pour améliorer l'analyse, le diagnostic et la thérapie de nombreuses maladies, notamment le cancer.

Associé à Grenoble, Lyon a par ailleurs obtenu le label pôle de compétitivité pour Lyon Biopole, centre d'excellence mondial en diagnostics et vaccins. Il croise les savoir-faire lyonnais en biologie avec les compétences grenobloises en micronanotechnologies et biologie structurale. Porté par bioMérieux, Lyon Biopole a pour objectif de conforter le leadership mondial du territoire rhônalpin dans les vaccins et le diagnostic. Autre plate-forme : le Cancéropôle Lyon Auvergne Rhône-Alpes (Clara), qui regroupe 120 équipes de recherche et 35 industriels. En instituant une synergie entre les acteurs de la recherche, de l'hôpital et de l'industrie, Clara doit permettre d'optimiser la recherche et d'accélérer la mise à disposition des résultats auprès des malades.

### Coopérations internationales

La recherche biomédicale dépasse désormais les frontières. Avec ses voisins suisses et italiens, l'Adebag réfléchit ainsi à la création d'un biocluster

Grenoble-Turin-Genève. "L'idée est d'avoir des entreprises de taille critique avec nos voisins suisses et italiens", affirme l'Adebag. Illustrant ce partenariat, une première convention BioAlps s'est tenue le 14 juin dernier à Genève sur le thème de l'oncologie pour faire le point sur les progrès réalisés dans ce domaine.

Grand projet européen, l'EuroBioCluster Sud a été lancé en avril dernier. Il regroupe huit territoires selon un axe allant de Barcelone à Heidelberg et se définit comme l'une des plus grandes concentrations au monde de potentiels biotechnologiques. Le dynamisme rhônalpin s'affiche même au-delà du territoire européen, puisque la Région vient de s'engager dans un partenariat bilatéral avec l'État de Pennsylvanie. La coopération portera notamment, dans le domaine scientifique, sur les sciences du vivant et la recherche sur le cancer.

### La France en retard ?

Si Rhône-Alpes apparaît bien positionnée, la France reste en retard dans les biotechnologies et l'industrie biomédicale. Selon le *Panorama des biotechnologies en France*, publié en décembre 2004 par France Biotech, "la biotechnologie française continue de souffrir d'une réelle pénurie de capitaux, qui illustre clairement la tendance française à sous-investir dans la R & D et la faible

**"La biotechnologie française souffre d'une pénurie de capitaux."**



NORD-ISÈRE

## Hélioscopie combat l'obésité

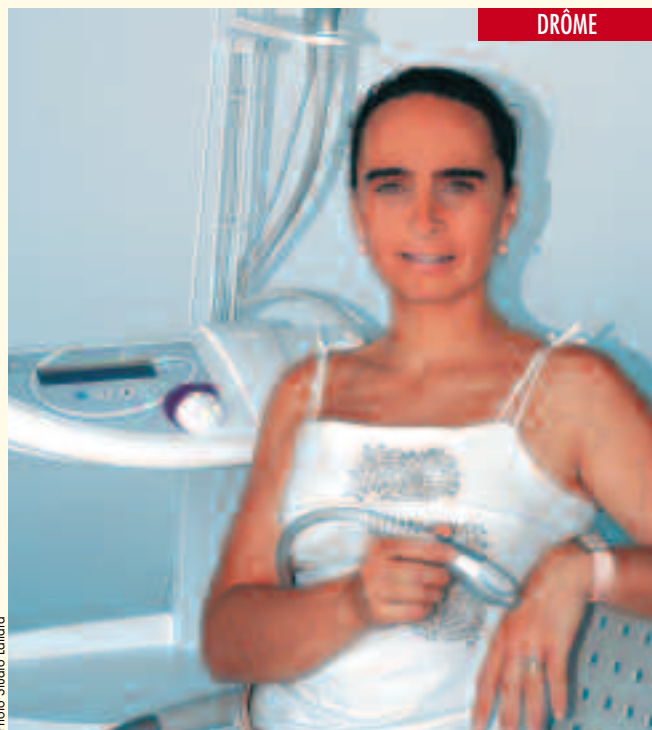
**C**onscient du fléau mondial que représente l'obésité, Jean-Paul Ricol a décidé de créer, en 2000, Hélioscopie, société de conception et fabrication d'anneaux gastriques ajustables. Basée à Vienne, elle compte 60 collaborateurs pour un chiffre d'affaires de 5 M€ (7 M€ prévus pour 2005). En dehors des anneaux qui équipent déjà 40 000 patients, l'entreprise réalise des ballons intragastriques adaptés à des cas moins sévères d'obésité. La spécificité d'Hélioscopie est de posséder toute la chaîne, de la conception jusqu'à la commercialisation des produits. Mais la société prend également en charge l'initiation des chirurgiens à ses techniques et veille à s'investir dans l'accompagnement des patients. Depuis trois ans, Hélioscopie s'est diversifiée dans l'élaboration de dispositifs implantables d'accès au système nerveux, utilisés notamment en chimiothérapie. "Cette activité représente actuellement 2 à 3 % de notre chiffre d'affaires, précise Jean-Paul Ricol. L'objectif dans les deux ans à venir est d'atteindre 20 %". Avec 60 % de l'activité réalisée à l'export, la PMI iséroise est aujourd'hui le leader européen dans le traitement chirurgical de l'obésité. ■

●●● attractivité de la place de la France pour les investisseurs internationaux.” Intervenant à l’occasion du forum Biovision, à Lyon, le 11 avril dernier, François d’Aubert, ancien ministre délégué à la Recherche, affirmait : “En 2004, la France a consacré 2,23 % de son PIB à la R & D, c’est encore insuffisant ! (...) Mon souhait : que la France soit leader dans le domaine des biotechnologies en Europe”. On sait qu’il existe un effet levier et qu’un financement public frileux n’encourage pas les investisseurs privés.

“Les États-Unis ont 20 ans d’avance sur nous”, n’hésite pas à affirmer Valérie Ayache. Les raisons ? “Le manque de financement de la recherche fondamentale et appliquée en France. Aucune entreprise de biotechnologie n’arrive à réaliser un troisième tour de table. Les risques sont en effet énormes pour les investisseurs et capitaux-risqueurs de miser sur des projets qui n’aboutiront à des applications concrètes – et donc des retours sur investissement – que bien des années plus tard. Les biotechnologies pharmaceutiques sont sans doute les plus capitalistiques, car elles demandent des ressources financières et humaines considérables. Cependant, alors que la France est aujourd’hui la pre-

mière industrie pharmaceutique en Europe, celle-ci risque peu à peu de disparaître faute d’investissements suffisants”, alerte encore la directrice de l’Adebag. Le LEEM, syndicat regroupant les entreprises du médicament, ne peut que constater la perte de terrain des laboratoires français sur leurs concurrents américains. Non seulement la France ne serait plus compétitive par les coûts, mais elle se ferait distancer sur le terrain de la recherche et de l’innovation. Les entreprises elles-mêmes tirent la sonnette d’alarme : “L’Europe doit encourager ses PME-PMI pour faire face à la concurrence et au lobbying des groupes américains, affirme le président du directoire d’Hélioscopie, Jean-Paul Ricol. Notre dynamisme et nos initiatives doivent être soutenus.”

L’innovation et la vitalité du secteur ne font aucun doute. “Il existe une réelle dynamique autour des projets en biotechnologies, affirme de son côté Valérie Ayache. À Grenoble, Biopolis, structure d’hébergement technologique et tertiaire dont les travaux devraient s’achever en mars 2006, permettra d’accueillir une quinzaine de projets ante-création. En cela, elle n’a pas d’équivalent en France”. Les projets des laboratoires de recherche aboutissent



DRÔME

Photo Studio Laffard

en effet à de nombreux essaimage. Reste ensuite aux jeunes PME-PMI à perdurer.

**Les freins au développement**

Si le manque d’investisseurs et de soutien à la recherche constitue l’un des principaux freins à la création et au dé-



ROANNE

Photo T. Besuin

**Noviloire, en amont de l’analyse médicale**

Leader français des automates d’analyse pour laboratoires, Noviloire évolue sur un marché de niche. “Le marché potentiel comprend environ 25 clients, à savoir les fabricants de réactifs, tels bioMérieux ou Sanofi-Pasteur, précise Alain Pacoret, directeur général de Noviloire. Nous en touchons une dizaine dans le monde et exportons 60 % de notre chiffre d’affaires.” L’entreprise roannaise (CA 2004 : 10 M€), fondée en 1981, s’appuie sur un savoir-faire en électrotechnique, mécanique, automatisme, informatique et optique. Elle a de plus une spécificité : la distribution de micro-quantités de liquide. Autre point fort ? Les prestations associées, notamment la gestion des pièces détachées. “Nous fabriquons une dizaine de références d’appareils, mais un même modèle peut être adapté selon la demande”, poursuit Alain Pacoret. Il faut compter entre deux et trois ans de recherche et de validation pour un automate. Noviloire sort un à deux nouveaux modèles par an. Mais dès qu’un instrument est sorti, la société réfléchit déjà aux améliorations à apporter. “En biologie médicale, les besoins vont aller croissant, car il existe toujours de nouveaux tests ou de nouvelles technologies”, prévoit le directeur. ■

## Simep-Roussin investit dans le paramédical

**S**pécialiste du montage, de l'assemblage et du câblage, Simep-Roussin effectue la moitié de son activité dans l'aéronautique, l'autre moitié dans l'industrie, notamment paramédicale. La société, implantée à Malissard, dans la Drôme, s'est ainsi associée, en 2001, à Advance Beauty, une entreprise de Bourg-lès-Valence spécialisée dans la maîtrise technologique des ultrasons appliqués aux soins esthétiques. "Advance Beauty a conçu une machine destinée au traitement antirides qui agit par ultrasons, explique Mylène Roussin, présidente de Simep-Roussin. Nous en réalisons le montage et le câblage et effectuons le réglage des sondes". Plus de 1 000 machines ont été vendues à ce jour auprès des cabinets d'esthéticiennes et des dermatologues du monde entier, puisque 85 % de la production est destinée à l'export. "Avec notre partenaire, nous avons créé une autre société, Cosmetime, qui a pour but de commercialiser des produits cosmétiques", conclut Mylène Roussin. ■

veloppement d'entreprises biomédicales, d'autres obstacles s'ajoutent. La réglementation de plus en plus lourde freine le développement et la mise sur le marché de produits innovants. "La nouvelle tarification sur les taux de remboursement et la prise en charge par les services de sécurité sociale ont un impact direct sur la vente des produits et l'évolution des entreprises du secteur biomédical, estime Odile Whitechurch, de l'Ardeb. Toutes ces nouvelles règles impliquent et impliqueront une réorganisation des sociétés elles-mêmes, qui devront probablement atteindre une taille critique, à l'image de ce qu'a connu la pharmacie ces dernières années."

### Quelles solutions ?

Pour trouver des sources de financement, diverses solutions sont envisagées. On sait que le relais boursier est indispensable à la croissance d'une entreprise biotechnologique qui a besoin de plusieurs millions d'euros de capital pour développer son activité et commencer à devenir bénéficiaire. Un statut de Jeune entreprise cotée (JEC) a donc été proposé par différentes instances, notamment France Biotech et le Conseil stratégique de l'innovation. Il donnerait une incitation fiscale pendant une période de huit ans après l'entrée en bourse de toute PME-PMI de moins de 2 000 salariés réalisant moins de 150 M€ de chiffre d'affaires. La fiscalité allégée

de la JEC est ainsi conçue pour attirer les investisseurs vers les PME à fort potentiel. France Biotech et EuropaBio lancent en effet une mise en garde : "Il serait dommage que les plus belles PME françaises et européennes se fassent racheter par des sociétés étrangères ou partent s'implanter ailleurs faute d'un marché boursier leur permettant de financer leur croissance."

Le gouvernement, conscient du retard français voire européen, a instauré des dispositifs pour encourager la création de PME innovantes. La loi de finance 2004 a ainsi créé le statut de Jeune entreprise innovante, établissant des avantages fiscaux et sociaux. Autre mesure : la création, en février dernier, de l'Agence nationale de la recherche (ANR). Elle a pour missions de soutenir le développement des recherches fondamentales et appliquées, l'innovation, le partenariat entre le secteur public et le secteur privé, et de contribuer au transfert technologique des résultats de la recherche publique vers le monde économique. Son mode d'intervention privilégié est le financement de projets de recherche sélectionnés sur des critères d'excellence scientifique et technique. Pour 2005, elle a été dotée d'un fonds de 350 M€. La biologie et la santé figurent parmi les programmes soutenus par l'ANR.

Il est également important de favoriser les partenariats entre l'industrie et la recherche, comme le fait le Pôle des technologies médicales de Saint-Étienne. Le travail en réseau entre industriels, médecins et chercheurs, du public comme du privé, est un élément fondamental du succès.

### Un marché d'avenir

Marché émergent, le secteur biomédical est aussi en pleine expansion. Il y a plusieurs raisons à cela : le vieillissement de la population, le souhait du maintien à domicile des malades et des personnes âgées, la recherche de l'amélioration de la qualité de vie et les progrès accomplis par la recherche médicale. "L'essor des soins à domicile va accroître le développement du secteur biomédical", remarque ainsi Odile Whitechurch.

"Le biomédical est une industrie jeune, note pour sa part Valérie Ayache, au sein de laquelle on trouve nombre de petites entreprises de moins de cinq ans". Ces jeunes PME-PMI sont fortement génératrices d'innovations.

"La tendance va aujourd'hui vers la miniaturisation, avec des gestes médicaux et des techniques mini-invasifs, poursuit Odile Whitechurch. Dans ce domaine, Grenoble risque d'ailleurs de tirer le marché".

**"Le biomédical est une industrie jeune en plein développement", note Valérie Ayache (Adebag).**

On assiste déjà à un développement important des logiciels autour de l'aide chirurgicale, par exemple. Les implants orthopédiques se font également de plus en plus discrets. Poursuivant ses axes de recherche, Phusis, en Isère, travaille actuellement au développement de

polymères résorbables spécifiquement destinés à l'industrie pharmaceutique, pour la fabrication de monoparticules. "Le vieillissement de la population et son maintien à domicile entraînent des besoins dans tous les domaines des dispositifs médicaux, assure Odile Whitechurch, des plus simples, comme les lits médicalisés ou les fauteuils pour handicapés, jusqu'aux technologies plus sophistiquées de surveillance physique et biologique de la personne à distance." L'objectif de la recherche et de l'industrie biomédicale est bien de tendre toujours vers une meilleure qualité de vie et de soins. Par définition, le marché a donc devant lui un avenir tout tracé. ■ F. Combière

Ce dossier, réalisé pour la Chambre régionale de commerce et d'industrie, est diffusé par les magazines :

- Présences, Grenoble (37 000 ex.)
- Info CCI, Haute-Savoie (27 500 ex.)
- Informations économiques, Saint-Étienne-Montbrison (20 000 ex.)
- L'Économie drômoise (16 000 ex.)
- Nord-Isère économie (13 000 ex.)
- Partenaire Villefranche et Beaujolais (9 000 ex.)
- Roanne éco (10 000 ex.).

Photos : tous droits réservés.

T. Beguin (Roanne),  
P. Borasci (Grenoble),  
B. Laurent (Villefranche-Vienne),  
P. Rony (Saint-Étienne),  
Studio Lattard (Valence).  
Contact : Magazine Présences  
Tél. : 04 76 28 28 76.

# "Tous pour l'eau": quelle qualité des eaux pour 2015 ?

**Indispensable à la vie et à l'activité économique, l'eau fait l'objet d'une grande consultation citoyenne. Partenaires de cette opération, les CCI de Rhône-Alpes informent et invitent les chefs d'entreprises à donner leur avis sur l'eau.**

## L'avenir de l'eau a besoin de l'avis de tous

Pour la première fois à une telle échelle les citoyens sont invités à donner leur avis sur les grands enjeux de l'eau et sur les actions qui permettront de retrouver une eau de qualité d'ici à 2015. En Rhône-Alpes, afin de toucher tous les publics, le Comité de bassin Rhône-Méditerranée et l'Agence de l'eau soutien, entre autres, les CCI de Rhône-Alpes et l'Apirm<sup>1</sup>, afin qu'elles informent et recueillent le point de vue des entreprises sur l'eau.

<sup>1</sup> Association pour la prévention des pollutions industrielles et la protection de l'environnement Rhône-Méditerranée-Corse

## 7 réunions organisées par les CCI

Dès le mois de juin une réunion de chefs d'entreprise a été organisée à L'Isle d'Abeau. 6 autres auront lieu en septembre et octobre à Annecy, Bourg-en-Bresse, Chambéry, Grenoble, Lyon et Valence. Animées par Jean Fluchère, secrétaire général de l'Apirm, elles proposent des interventions d'experts, des témoignages de chefs d'entreprise, autour de 3 temps forts : information sur la politique de l'eau actuelle incluant une présentation des aides disponibles ; débat sur la Directive cadre européenne et les évolutions futures de la politique de l'eau ; recueil du point de vue des entreprises. Parmi les 11 questions importantes définies par le Comité de bassin, celles concernant l'économie, telle "Comment définir des objectifs environnementaux ambitieux compatibles avec des enjeux sociaux et économiques importants ?", sont plus particulièrement débattues.

## Un engagement naturel

"A la suite des nombreuses actions menées par les CCI de Rhône-Alpes pour aider et accompagner les chefs d'entreprise à intégrer l'environnement dans la gestion de leur société, il nous a paru naturel de les informer et de recueillir leur avis sur la DCE sur l'eau" précise Christian Gauduel, président de la CRCI Rhône-Alpes.

"Si initier une réflexion environnementale est encore parfois perçu comme une contrainte, cela apparaît de plus en plus pour les entreprises comme une opportunité de se poser de bonnes questions quant à leur consommation d'énergie, leur bonne utilisation des ressources naturelles, leur gestion des déchets. Et à l'occasion des rencontres que nous avons organisées, nous avons pu constater que l'eau est aussi un sujet qui préoccupe les chefs d'entreprise et plus particulièrement les industriels", poursuit Jean-Luc Bernadet, responsable environnement à la CRCI Rhône-Alpes.

Le succès du programme Objectif Environnement<sup>2</sup> et



des actions collectives proposés par les CCI témoignent d'ailleurs de cet intérêt pour l'environnement. Objectif Environnement, reconduit pour 3 ans, a d'ores et déjà permis à 800 entreprises de bénéficier d'un pré-diagnostic effectué par un conseiller d'une CCI. ■

<sup>2</sup> Lancé par les CCI de Rhône-Alpes en partenariat avec l'ADEME et le Conseil régional Rhône-Alpes.

## "Tous pour l'eau"

"Tous pour l'eau" est la déclinaison dans le Bassin Rhône-Méditerranée de la campagne nationale d'information "respectons l'eau". Cette opération qui vise à sensibiliser le public aux enjeux liés à l'eau, à l'informer sur l'état des eaux dans le bassin et les perspectives futures de leur gestion, à faciliter l'expression et le recueil des avis, est menée en Rhône-Alpes par le Comité de Bassin Rhône-Méditerranée avec l'appui de l'Agence de l'eau et des services de l'Etat.

Les résultats, les avis de cette consultation qui a débuté en mai 2005 pour une durée de

6 mois, seront pris en compte lors de l'établissement des documents définitifs fixant les enjeux dans le bassin et le programme de révision du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE).

Pour en savoir plus : [www.touspourleau.fr](http://www.touspourleau.fr)  
<http://rdb.eaurmc.fr>



## Chefs d'entreprise donnez votre avis

De façon complémentaire au questionnaire grand public de la campagne "Tous pour l'eau", les CCI de Rhône-Alpes et l'Apirm ont conçu, édité et mis en ligne un questionnaire spécifique centré sur les problématiques des entreprises. Afin d'obtenir le plus grand nombre de points de vue de chefs d'entreprise et ainsi de peser plus fortement sur les choix et les lois à venir, ce questionnaire est proposé dans chaque CCI, remis à l'occasion de chaque réunion, et accessible sur [www.rhone-alpes.cci.fr](http://www.rhone-alpes.cci.fr) rubrique Conduire sa démarche environnement.

Photo CCI Roannais - Photographe Jean-Guy Lathuilière.